ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre,saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 11 juin 1985, d'une demande d'avis sur un projet de loi "instituant la Commission nationale de la magistrature", a donné le 26 mars 1986 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 11 juni 1985 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot oprichting van de Nationale Commissie voor de Magistratuur", heeft op 26 maart 1986 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Le projet de loi tend à insérer dans le livre II du Code judiciaire, un titre VI intitulé "De la Commission nationale de la magistrature". Il crée ainsi une personne morale de droit public chargée de donner des avis au Ministre de la Justice et de lui faire des propositions. Il existe actuellement une association sans but lucratif ayant la même dénomination. Le projet ne s'exprime pas sur les conséquences qu'aurait son adoption sur le sort de cette association.

II. La Commission est appelée, dans l'exercice de ses missions légales, à exprimer les opinions des magistrats qu'elle représente. Toutefois, les auteurs du projet sont conscients de ce que la représentativité de la Commission n'est pas pleinement assurée et ils expriment à ce sujet leur opinion dans l'exposé des motifs :

> " ... aucun système juridique ne peut garantir complètement (la fidélité des représentants aux opinions des représentés) car celle-ci dépend en fin de compte d'attitudes individuelles. Elle dépend aussi des exigences du milieu qu'il s'agit de représenter : si la plupart des magistrats s'intéressent réellement à la Commission, s'ils veillent à évaluer périodiquement l'attitude de ses membres, ceux-ci se sentiront plus tenus à respecter les options de leurs pairs que s'ils agissaient au milieu de l'indifférence de ceux-ci. L'intérêt de l'ensemble des magistrats pour la Commission est une variable d'autant plus décisive que le projet ne rend pas le vote obligatoire lors de l'élection des membres. Comme on ne peut prévoir avec certitude si une proportion importante des magistrats s'intéressera assez à la Commission pour participer régulièrement à cette élection, la loi en projet ne pourrait, sans risquer de porter à faux, affirmer que la Commission sera représentative. Mais il est vrai que le texte lui donne les moyens de l'être ...".

Reconnaissant l'impossibilité de prévoir avec certitude l'intérêt de l'ensemble des magistrats pour la Commission, le Ministre de la Justice évite, dans l'exposé des motifs, d'affirmer que la Commission sera représentative des magistrats. Mais il souligne que le projet donne à la Commission les moyens de l'être.

Les premiers moyens employés, qui d'ailleurs se combinent, sont une répartition équilibrée des membres de la Commission entre les différentes catégories de magistrats et l'élection de ces membres au scrutin secret par tous les magistrats de carrière. En donnant à chaque magistrat, le droit de participer, selon les modalités qu'elles déterminent, à la désignation des membres de la Commission, les dispositions en projet sont de nature à favoriser le caractère réellement représentatif de la Commission, sans pouvoir l'assurer puisque les auteurs du projet se refusent à rendre le vote obligatoire ou même à imposer un quorum. Un autre moyen prévu est la fixation du mandat des membres à une durée de deux ans, ce qui permet aux magistrats, s'ils le veulent, de mettre fin, après une période relativement brève, aux fonctions de ceux par lesquels ils estimeraient ne pas avoir été représentés d'une manière suffisamment fidèle.

III. Telles qu'elles sont décrites dans l'article 427bis, les missions de la Commission sont imprécises. Les décisions au sujet desquelles la Commission doit être consultée ne sont déterminées ni quant à leur nature juridique, ni quant à leur objet, qui est exprimé dans des termes trop généraux ("les intérêts propres de l'ensemble des magistrats ou de catégories de magistrats"). De même, on n'aperçoit pas clairement

quel est l'objet des propositions que peut faire la Commission. On y reviendra plus loin, à propos de l'article 427bis à insérer sous un nouveau titre dans le Code judiciaire.

EXAMEN DU TEXTE.

La loi en projet devrait être introduite par la mention "Article unique".

La phrase liminaire de l'article devrait être rédigée comme suit :

"Il est inséré dans le livre II de la deuxième partie du Code judiciaire, un titre VI intitulé "De la Commission nationale de la magistrature" et contenant les articles 427bis à 427septies, rédigés comme suit :".

Article 427bis.

Il est inutile d'indiquer que "La Commission nationale de la magistrature a pour fonction de permettre à l'ensemble des magistrats de carrière appartenant à l'Ordre judiciaire de s'exprimer comme tel". Cette phrase devrait être omise.

Il suffirait de prévoir qu'il est créé une "Commission nationale de la magistrature" et de préciser ensuite les missions qui lui sont attribuées.

La Commission devrait, selon le texte de l'article, donner un avis sur toute "décision" que le Ministre de la Justice

prendrait relativement aux "intérêts propres de l'ensemble des magistrats (de carrière) ou de catégories de magistrats (de carrière)".

Suivant le délégué du Ministre, il faut entendre par "magistrats de carrière", "tous les magistrats effectifs en fonction ou admis à la retraite". Il en résulte que si les juges suppléants, les juges sociaux et les juges consulaires sont exclus de ceux des magistrats dont les intérêts ne peuvent pas être réglés sans avis de la Commission, au contraire les magistrats de carrière qui sont admis à la retraite devraient être compris parmi les magistrats visés dans l'article en projet. Il en résultera que la Commission sera appelée à donner des avis sur des projets concernant des magistrats non représentés au sein de la Commission (1).

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier si la Commission peut ou non donner des avis au sujet des intérêts propres aux magistrats à la retraite alors que ceux-ci ne sont ni électeurs, ni éligibles aux élections en vue de la constitution de la Commission.

+

Selon la seconde phrase de l'article 427bis en projet

> "Elle (la Commission) doit être consultée par le Ministre de la Justice lorsqu'il prend une décision concernant les intérêts propres de l'ensemble des magistrats ou de catégories de magistrats, pourvu qu'il ne s'agisse pas de cas individuels".

.../...

---

(1) Cette question sera évoquée plus loin, à propos de l'article 427quater (p. 11).

Le délégué du Ministre a indiqué que par "décision", il faut entendre "toute décision ou disposition au sens le plus large, prise par M. le Ministre de la Justice".

En réalité, puisque la disposition tend à imposer une consultation préalable de la Commission, il s'agit plus exactement de projets de décision.

En outre, les mots "décision" et "disposition" sont trop généraux pour énoncer avec précision la compétence d'avis de la commission.

Il importe en premier lieu de déterminer, quant à leur nature juridique, les projets qui doivent être soumis à la Commission : on doit considérer qu'il s'agit de tout projet de loi, et, à l'exclusion de ceux qui concernent des cas individuels, de tout projet d'arrêté royal, de tout projet d'arrêté ministériel et même - sauf insertion d'une indication en sens contraire - de tout projet de circulaire ministérielle (1).

Il importe en second lieu de déterminer, quant à leur objet matériel, les projets qui doivent être soumis à la Commission.

La disposition en projet emploie l'expression "une décision concernant les intérêts propres de l'ensemble des magistrats ou de catégories de magistrats". Cette disposition est fort imprécise car on peut faire des distinctions parmi les intérêts que les magistrats ont à l'adoption d'une loi,

.../...

---

(1) Comparer avec l'observation émise par le Conseil d'Etat, au sujet d'une question semblable, dans son avis sur le projet devenu l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics (Pasinomie 1955, pp. 278 et 279).

à la prise d'un arrêté royal ou ministériel ou à l'établissement d'une circulaire, et ce notamment selon le caractère plus ou moins direct de ces intérêts. Il s'agit de déterminer quels sont exactement les intérêts pris en considération par les auteurs du projet. Lors de l'instruction de celui-ci par le Conseil d'Etat, le délégué du Ministre avait, d'abord, répondu par écrit que l'expression reproduite ci-dessus "vise, en effet, tous les intérêts propres à l'ensemble des magistrats, notamment les règles de procédure et d'organisation judiciaire". Faisant ensuite une mise au point, le délégué du Ministre a indiqué que les règles de procédure n'étaient pas visées.

Pour tenter de discerner, au point de vue de leur objet, les projets que le Gouvernement tend à soumettre à l'avis de la Commission, on peut se référer au Code judiciaire. Il est permis de supposer qu'il s'agit des projets tendant à régler des matières régies par le livre Ier de la deuxième partie du Code, qui ont trait aux "organes du pouvoir judiciaire", à l'exception de celles qui sont relatives au statut des greffiers, du personnel des greffes et du personnel des parquets. Il y a lieu de supposer qu'il s'agit à fortiori des projets tendant à régler des matières régies par le livre II de la même partie du Code qui a trait aux "fonctions judiciaires" ("Titre Ier. Des conditions requises pour l'exercice des fonctions judiciaires"; "Titre II. De l'exercice des fonctions judiciaires"; "Titre III. Des traitements, salaires et frais de fonctionnement"; "Titre IV. De la mise à la retraite, de la pension et de l'éméritat"; "Titre V. De la discipline").

Pour déterminer, quant à leur objet, les projets qu'il entend soumettre à l'avis de la Commission, le législateur pourrait, par exemple, recourir, en tout ou en partie, au procédé de références à des divisions du Code judiciaire.

Quel que soit le procédé employé, il est d'autant plus nécessaire de délimiter avec précision l'étendue de la compétence d'avis de la Commission que dans le cas visé, le projet tend à imposer la consultation de la Commission. Cette obligation est sans sanction juridique pour les lois. En revanche, pour les arrêtés royaux, les arrêtés ministériels et les autres actes administratifs, la consultation de la Commission sera une formalité substantielle, du respect de laquelle dépendra leur validité.

+

Selon la dernière phrase de l'article 427bis en projet, outre sa mission d'avis, la Commission peut "soit d'initiative, soit sur demande, formuler des propositions concernant l'amélioration de l'organisation du service judiciaire".

Ce texte appelle deux observations.

Le délégué du Ministre a indiqué que, parmi les ministres, seul le Ministre de la Justice peut demander que lui soit faite une proposition pour améliorer le fonctionnement du service public de la justice. Cette précision devrait figurer dans le texte de l'article.

.../...

D'autre part, les mots "l'amélioration de l'organisation du service judiciaire" pourraient susciter des difficultés d'interprétation. Le texte néerlandais de l'article, portant les mots " ... voor de verbetering van de rechterlijke organisatie en de werking van het gerecht" s'exprime plus clairement mais dans des termes, qui, néanmoins, sont trop généraux.

Le délégué du Ministre propose que le texte français de l'article soit modifié comme suit : " ... concernant l'amélioration de l'organisation judiciaire et le fonctionnement de la justice". Il ajoute : "Cela vise (ces) questions et matières dans le sens le plus large".

Toutefois,cette modification du texte semble insuffisante pour délimiter avec précision la compétence de proposition attribuée à la Commission.

Compte tenu des diverses observations qui précèdent, le texte de l'article 427bis en projet devrait être revu en son entier.

.../...

Article 427ter.

Il n'y a pas d'objection à doter la Commission de la personnalité morale (1), mais on ne voit guère l'intérêt d'ajouter qu'elle peut recevoir des cotisations bénévoles, des dons et des legs. Juridiquement, la cotisation bénévole n'est rien d'autre qu'un don, fût-il répété, et rien ne s'oppose, suivant les principes de droit commun, à ce qu'une personne morale reçoive des libéralités entre vifs ou à cause de mort. La dernière phrase de l'article devrait être omise. La précision qu'elle apporte pourrait être exprimée dans l'exposé des motifs.

De toute façon, le Gouvernement devra veiller à fournir à la Commission les moyens matériels lui permettant de remplir sa mission.

.../...

---

(1) Le législateur a accordé la personnalité morale au Conseil national du travail (article ler de la loi du 29 mai 1952 organique du Conseil national du travail) ainsi qu'au Conseil supérieur des classes moyennes (article 13, § 5, des lois relatives à l'organisation des classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979), alors que la mission de ces organismes consiste uniquement à donner des avis et à faire des propositions.

Article 427quater.

Suivant cette disposition, les organes de la Commission sont : l'assemblée générale et le bureau.

L'assemblée générale est composée de quatre-vingt-deux magistrats de carrière effectifs (et non pas de quatre-vingt-un, comme il a été écrit par erreur dans l'article en projet).

Le délégué du Ministre précise que "les magistrats visés à l'article 383, § 2, du Code judiciaire (les magistrats à la retraite qui sont autorisés à exercer des fonctions de magistrat suppléant jusqu'à l'âge de septante ans) et les magistrats visés à l'article 383bis du Code judiciaire (les magistrats à la retraite qui, durant un an au maximum, continuent à siéger dans des causes qui n'avaient pas encore donné lieu à décision au moment de leur mise à la retraite), ne peuvent être élus ni à l'assemblée ni au bureau, ne faisant plus partie des assemblées générales des juridictions, et n'y ayant plus droit de vote".

Il s'ensuit que les magistrats à la retraite, y compris ceux visés dans les articles précités, ne peuvent être ni candidats, ni participer au scrutin en vue de la constitution de l'assemblée générale de la Commission mais que la Commission pourra néanmoins donner un avis sur tout projet concernant ces magistrats. Une telle situation accentuerait le caractère imparfaitement représentatif de la Commission.

Il est prévu que les membres de la Commission sont élus au scrutin secret pour une durée de deux ans; selon le délégué du Ministre, ce mandat est renouvelable. Le projet reste muet quant à la manière dont les opérations de vote se dérouleront. Il faudrait à tout le moins que le projet fixe les principes essentiels qui régiront ces élections et, pour le surplus, habilité le Roi à prendre les mesures d'exécution nécessaires.

Sous réserve des observations qui précèdent, l'article 427quater, qui serait divisé en cinq paragraphes, serait,en son premier paragraphe, mieux rédigé comme suit :

"§ ler. L'assemblée générale de la Commission comprend quatre-vingt-deux magistrats de carrière effectifs, appartenant à l'ordre judiciaire, élus au scrutin secret pour une durée de deux ans prenant cours le ler septembre qui suit l'élection.

Elle élit un bureau en son sein".

+

.../...

L'alinéa 2 (qui deviendrait le paragraphe 2 de l'article) énumère les diverses catégories de magistrats qui seront représentées dans la Commission ainsi que le nombre de leurs représentants respectifs.

Il a été précisé par le délégué du Ministre que la Cour de cassation vote en corps (siège et parquet); elle peut être représentée soit par un conseiller et un avocat général, soit par deux conseillers, soit par deux avocats généraux. Compte tenu de ces explications, le texte relatif à la Cour de cassation reste inchangé.

Pour les cours d'appel et les cours du travail, le délégué du Ministre écrit qu'il serait préférable de prévoir cinq conseillers de la Cour d'appel et cinq membres du parquet général au lieu de dix magistrats des cours d'appel ou de leur parquet comme il est prévu dans le texte; la même modification est proposée pour les représentants des cours du travail et de leur auditorat général.

A la Cour militaire, le Premier Président, qui est le seul magistrat de carrière de la Cour, vote avec l'auditorat général pour désigner un représentant; c'est ce qui ressort des explications données par le délégué du Ministre.

Pour les tribunaux de première instance, le délégué du Ministre signale que le nouvel arrondissement judiciaire d'Eupen doit être représenté, ce qui porte à trente-deux (au lieu de trente et un) le nombre des délégués des magistrats de première instance.

Pour les tribunaux du travail et les tribunaux de commerce, le délégué du Ministre propose d'écrire "par l'assemblée des juges du travail de carrière effectifs" plutôt

.../...

que "par les tribunaux" et "par l'assemblée des juges de commerce de carrière effectifs" plutôt que "par leurs pairs".

Il est prévu dans le texte que les juges de paix et les juges de police sont représentés par "10 élus". Le texte permettrait, tel qu'il est rédigé, que les juges de paix et les juges de police puissent élire des juges d'autres catégories. Pourtant, le texte précise plus loin que le bureau comprend un juge de paix et un juge de police. Le délégué du Ministre indique que les mots "10 élus par" (les juges de paix et les juges de police) pourraient être remplacés par "10 juges de paix ou juges de police élus par les juges de paix et les juges de police". De plus, il semble que l'intention des auteurs du projet, non exprimée dans le texte, serait que ces juges de paix et ces juges de police soient élus, à raison de deux dans chaque ressort de cour d'appel, par les juges de paix et les juges de police ensemble, certains juges de paix étant également juges de police.

L'observation qui a déjà été formulée au sujet de l'organisation d'élections vaut particulièrement pour les juges de paix et les juges de police. En effet, si les conseillers des cours et les juges des tribunaux peuvent, en vue de l'élection, se réunir en assemblée générale, une telle possibilité n'existe pas pour les juges de paix et les juges de police.

+

Suivant une proposition faite par le délégué du Ministre, il faudrait, pour l'élection des président et vice-présidents, respecter un équilibre entre les groupes linguistiques, en s'inspirant, à cet égard, de l'article 505 du Code judiciaire (1).

.../...

---

(1) Voir encore ci-dessous.

Sous réserve de ces observations, le paragraphe 2 de l'article pourrait être rédigé comme suit :

"§ 2 .L'assemblée générale est composée comme suit :

- deux magistrats élus ... (comme au projet);
- cinq conseillers à la Cour d'appel et cinq membres du parquet général, élus par la cour et le parquet, dans chaque ressort;
- cinq conseillers à la cour du travail et cinq membres de l'auditorat général élus par la cour et l'auditorat général dans chaque ressort;
- trois magistrats des juridictions militaires ... (la suite comme au projet);
- trente-deux magistrats des tribunaux de première instance ou de leur parquet ... (la suite comme au projet);
- dix magistrats des tribunaux ou des auditorats du travail, deux par ressort de cour du travail, élus dans chaque ressort par les assemblées des juges du travail de carrière effectifs et par les auditorats ensemble;
- cinq magistrats des tribunaux de commerce élus dans chaque ressort de cour d'appel par les assemblées des juges de commerce de carrière effectifs;
- dix juges de paix ou juges de police élus, (à raison de deux dans chaque ressort de cour d'appel), par les juges de paix et les juges de police ensemble.

L'assemblée générale élit, pour le même exercice, parmi les membres effectifs, le président et trois vice-présidents de la Commission, en observant un juste équilibre entre les magistrats des groupes linguistiques".

+

L'alinéa 3 de l'article (devenant le paragraphe 3) a pour objet la composition du bureau dont les membres sont élus par l'assemblée générale.

Il résulte de cet alinéa que le président et les trois vice-présidents de la Commission font partie des dix-sept membres élus pour composer le bureau. Or, comme le bureau ne comprend qu'un magistrat à la Cour de cassation, il s'ensuit que les deux magistrats représentant cette juridiction au sein de la Commission ne pourraient pas être président et vice-président ou tous deux vice-présidents de la Commission. En effet dans ce cas, le bureau ne serait pas composé régulièrement puisqu'il comprendrait deux magistrats de la Cour de cassation au lieu d'un seul.

Le délégué du Ministre écrit à ce sujet que "les deux magistrats de la Cour de cassation ne pourraient ... être élus à des fonctions qui leur permettraient d'y siéger à deux (au bureau)".

+

Le texte reste en défaut de préciser la durée pour laquelle les membres du bureau sont désignés comme tels. Suivant le délégué du Ministre, les président, vice-présidents et membres du bureau sont élus pour deux ans.

+

L'article en projet ne règle pas l'appartenance des membres du bureau à l'un ou l'autre groupe linguistique. Le délégué du Ministre propose de prévoir, à l'instar de ce qui se fait à l'Ordre national des avocats (1), qu'"un juste équilibre est observé entre les magistrats des deux groupes linguistiques".

.../...

---

(1) Article 505 du Code judiciaire suivant lequel "Le conseil général choisit en dehors de ses membres : 1° un doyen; 2° un vice-doyen; 3° deux secrétaires.
.....
Un juste équilibre est observé entre les titulaires des deux groupes linguistiques".

Cette règle pourrait être utilisée adéquatement pour déterminer la composition du bureau au point de vue linguistique.

En tenant compte des propositions faites par le délégué du Ministre, le texte du paragraphe 3 pourrait être rédigé comme suit :

"§ 3. Le bureau se compose de dix-sept membres ... se répartissant comme suit :

- un magistrat de la Cour de cassation ou de son parquet;
- deux magistrats des cours d'appel ou de leur parquet;
- deux magistrats des cours du travail ou de leur auditorat général;
- un magistrat d'une juridiction militaire;
- six magistrats des tribunaux de première instance ou de leur parquet;
- deux magistrats des tribunaux ou des auditorats du travail;
- un magistrat d'un tribunal de commerce;
- deux juges de paix ou juges de police.

Un juste équilibre doit être observé entre les membres des groupes linguistiques".

+

Le dernier alinéa de l'article en projet (devenant le paragraphe 4) est relatif à la désignation des suppléants des membres de la Commission et du bureau.

Le délégué du Ministre écrit que les membres suppléants sont élus par l'assemblée générale.

S'il est normal que l'assemblée désigne à la fois les membres effectifs et les membres suppléants du bureau, on comprend moins bien que les membres de l'assemblée générale désignent eux-mêmes ceux qui devront les suppléer. Il se recommande que les membres suppléants de la Commission soient élus selon le même mode que les membres effectifs, comme c'est le cas dans toute élection.

Le délégué du Ministre ajoute qu'"au bureau, ils (les membres suppléants) achèvent le mandat des (membres) effectifs décédés ou démissionnaires et remplacent occasionnellement les (membres) effectifs lorsque ceux-ci sont empêchés". Ces précisions figureraient utilement dans l'exposé des motifs.

Il va de soi qu'à l'assemblée générale de la Commission, le rôle des membres suppléants est le même que celui qui est le leur au bureau.

Le délégué du Ministre précise aussi que "le mandat des suppléants a la même durée que celui des membres effectifs".

Sur base des explications fournies par le délégué du Ministre, le texte pourrait être rédigé comme suit :

"§ 4. Il est procédé à l'élection de membres du bureau suppléants pour une durée égale à celle de l'élection des membres effectifs".

+

Au dernier alinéa de l'article 427quater en projet, outre la désignation des membres suppléants, il est prévu que la composition de l'assemblée générale et du bureau peut être modifiée par arrêté royal. Suivant le délégué du Ministre, la modification pourrait s'appliquer à la répartition ainsi qu'aux nombres globaux des membres de la Commission et du bureau.

Le Ministre de la Justice n'est pas tenu de donner suite à une proposition de la Commission ni, s'il l'adopte, de s'y conformer entièrement. Si l'arrêté royal en projet diffère sensiblement de la proposition, il devrait être soumis à l'avis de la Commission. Au contraire, si le projet d'arrêté royal reproduit la proposition, la Commission ne devrait plus être consultée.

.../...

Le texte pourrait être rédigé comme suit :

"§ 5. La composition de l'assemblée générale et du bureau peut être modifiée par arrêté royal, après avis de la Commission".

Article 427quinquies.

De l'accord du délégué du Ministre, il est proposé de rédiger cet article comme suit :

"L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an, et le bureau au moins deux fois par an. Le président convoque et préside l'assemblée générale et le bureau. L'assemblée générale doit être convoquée si vingt membres au moins en font la demande écrite, le bureau si cinq membres au moins en font la demande écrite.

L'assemblée doit également être convoquée si le bureau le décide".

Article 427sexies.

Il y aurait lieu d'insérer entre le premier et le deuxième alinéa du texte en projet, un alinéa rédigé comme suit :

"Le président représente la Commission en justice tant en demandant qu'en défendant".

.../...

L'alinéa 2 du texte en projet (devenant l'alinéa 3) pourrait être rédigé comme suit :

"L'assemblée générale élit parmi ses membres et sur proposition du bureau, un secrétaire-trésorier dont le mandat est gratuit. Elle vérifie annuellement les comptes".

Article 427septies.

Tel qu'il est rédigé, l'article n'ajoute rien à l'article 67 de la Constitution. L'article en projet doit être omis.

Toutefois, pour l'application de la future loi, le Roi doit être chargé d'arrêter certaines règles, notamment les règles relatives à l'organisation et au déroulement des élections des membres de la Commission. Il faudrait que le projet soit complété par des dispositions habilitant le Roi à cette fin.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Het wetsontwerp strekt ertoe in boek II van het Gerechtelijk Wetboek een titel VI in te voegen met als opschrift : "Nationale Commissie voor de Magistratuur". Het stelt aldus een publiekrechtelijke rechtspersoon in die ermee belast is de Minister van Justitie adviezen te verstrekken en hem voorstellen te doen. Er bestaat thans een vereniging zonder winstoogmerk met dezelfde benaming. Het ontwerp zegt niet welke de gevolgen voor die vereniging zullen zijn als het eenmaal zal zijn goedgekeurd.

II. De Commissie dient, in de uitoefening van haar wettelijke opdrachten, de meningen te vertolken van de magistraten die zij vertegenwoordigt. De stellers van het ontwerp zijn er zich evenwel van bewust dat de representativiteit van de Commissie niet ten volle verzekerd is en ze geven daaromtrent hun mening te kennen in de memorie van toelichting :

> "Geen enkele wettelijke regeling kan (...) zulk een graad van getrouwheid waarborgen, aangezien deze uiteindelijk afhankelijk is van de individuele houding van de betrokken personen. De getrouwe weergave van een standpunt wordt ook bepaald door de eisen die zijn gesteld door de te vertegenwoordigen groep : indien het merendeel van de magistraten werkelijk belangstelling tonen voor de Commissie, indien zij erop toezien de opvattingen van de leden regelmatig te toetsen, zullen zij er zich meer toe gehouden voelen de keuzen van hun gelijken in aanmerking te nemen dan indien zij in een sfeer van onverschilligheid zouden moeten werken. De belangstelling van de magistraten in hun geheel ten aanzien van de Commissie is een veranderlijk gegeven dat des te gewichtiger is omdat de stemming bij de verkiezing van de leden niet verplicht wordt gesteld in het ontwerp. Aangezien niet met zekerheid kan worden voorspeld of verhoudingsgewijs een groot aantal magistraten voldoende belangstelling zullen tonen voor de Commissie zodat zij regelmatig aan de verkiezingen zullen deelnemen, kan door het ontwerp van wet niet ten volle worden gewaarborgd dat de Commissie representatief zal zijn. Het is evenwel zo dat door deze regeling de middelen daartoe worden verstrekt ...".

De Minister van Justitie geeft toe dat het onmogelijk is met zekerheid te weten of alle magistraten werkelijk belangstelling zullen tonen voor de Commissie en vermijdt daarom in de memorie van toelichting te beweren dat de Commissie representatief zal zijn voor de magistraten. Maar hij beklemtoont dat het ontwerp de Commissie de middelen daartoe verstrekt.

De eerste middelen die daarvoor worden gebruikt, en die trouwens samengaan, zijn een evenwichtige verdeling van de leden van de Commissie onder de verschillende categorieën van magistraten en de verkiezing van die leden bij geheime stemming door alle beroepsmagistraten. Doordat de ontworpen bepalingen aan elke magistraat het recht verlenen om, volgens de nadere regels die zij vaststellen, deel te nemen aan de aanwijzing van de leden van de Commissie, kunnen zij het werkelijk representatief karakter van de Commissie in de hand werken, maar kunnen zij het niet waarborgen, aangezien de stellers van het ontwerp weigeren de stemming verplicht te maken of zelfs een quorum op te leggen. Een ander middel bestaat erin de duur van het mandaat van de leden te bepalen op twee jaar, zodat de magistraten, indien zij dat willen, na betrekkelijk korte tijd een einde kunnen maken aan de functies van degenen die hen naar hun mening niet op een voldoende getrouwe wijze hebben vertegenwoordigd.

III. De opdrachten van de Commissie, zoals die in artikel 427bis worden omschreven, zijn vaag. De besluiten waaromtrent de Commissie moet worden geraadpleegd, worden niet bepaald, noch naar hun juridische aard, noch naar hun onderwerp, dat in te algemene bewoordingen geformuleerd is ("de belangen die eigen zijn aan de magistraten in hun geheel of aan een categorie van magistraten"). Het is ook niet

duidelijk waarop de voorstellen slaan, die de Commissie kan doen. Daar zal verder worden op teruggekomen naar aanleiding van artikel 427bis, dat onder een nieuwe titel moet worden ingevoegd in het Gerechtelijk Wetboek.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

De ontworpen wet zou moeten worden ingeleid met de vermelding "Enig artikel".

De inleidende volzin van het artikel zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"In boek II van het tweede deel van het Gerechtelijk Wetboek wordt een titel VI "Nationale Commissie voor de Magistratuur" ingevoegd, met de artikelen 427bis tot 427septies, luidend als volgt :".

Artikel 427bis.

Het is onnodig te bepalen dat "De Nationale Commissie voor de Magistratuur (...) tot taak (heeft) de beroepsmagistraten in hun geheel die tot de rechterlijke orde behoren in staat te stellen zich als zodanig uit te drukken". Die volzin zou moeten vervallen.

Het zou voldoende zijn te bepalen dat een "Nationale Commissie voor de Magistratuur" wordt ingesteld en vervolgens de taken te bepalen die haar worden opgedragen.

De Commissie zou, volgens de tekst van het artikel, een advies moeten verstrekken over elk "besluit" dat de Minister van Justitie zou nemen met betrekking tot de "belangen die eigen zijn aan de (beroeps)magistraten in hun geheel of aan een categorie van (beroeps)magistraten".

Volgens de gemachtigde van de Minister dienen onder "beroepsmagistraten" te worden verstaan, "alle werkende magistraten die hun ambt uitoefenen of in ruste gesteld zijn". Daaruit volgt dat de plaatsvervangende rechters, de rechters in sociale zaken en de rechters in handelszaken niet behoren tot die magistraten wier belangen niet mogen worden geregeld zonder advies van de Commissie, maar dat de beroepsmagistraten die in ruste zijn gesteld daarentegen wel tot de in het ontworpen artikel bedoelde magistraten zouden moeten worden gerekend. Dientengevolge zal de Commissie adviezen dienen te verstrekken over ontwerpen betreffende magistraten die niet vertegenwoordigd zijn in de Commissie (1).

Het is zaak van de Regering en van de Wetgevende Kamers te oordelen of de Commissie al dan niet adviezen kan verstrekken met betrekking tot de belangen die eigen zijn aan magistraten in ruste, terwijl deze geen kiezers zijn en ook niet verkiesbaar zijn bij de verkiezingen met het oog op de samenstelling van de Commissie.

+

De tweede volzin van het ontworpen artikel 427bis bepaalt :

> "De Commissie moet door de Minister van Justitie worden geraadpleegd wanneer hij een besluit neemt op het stuk van de belangen die eigen zijn aan de magistraten in hun geheel of aan een categorie van magistraten, mits het geen individuele gevallen betreft".

.../...

---

(1) Die kwestie zal verder aan de orde komen, naar aanleiding van artikel 427quater (blz. 29).

De gemachtigde van de Minister heeft verklaard dat onder "besluit" dient te worden verstaan, "elke beslissing of beschikking in de meest ruime zin, genomen door de Minister van Justitie".

Aangezien de bepaling een voorafgaande raadpleging van de Commissie beoogt op te leggen, gaat het in feite eerder om ontwerpen van besluit.

Bovendien zijn de woorden "beslissing" en "beschikking" te algemeen voor een nauwkeurige formulering van de adviesbevoegdheid van de Commissie.

In de eerste plaats komt het erop aan de ontwerpen die aan de Commissie moeten worden voorgelegd, te bepalen naar hun rechtskarakter : men moet ervan uitgaan dat het gaat om alle ontwerpen van wet, en, met uitsluiting van die welke betrekking hebben op individuele gevallen, om alle ontwerpen van koninklijk besluit, alle ontwerpen van ministerieel besluit en zelfs, tenzij anders is vermeld, alle ontwerpen van ministeriële omzendbrief (1).

In de tweede plaats moeten de aan de Commissie voor te leggen ontwerpen worden bepaald naar hun materieel object.

De ontworpen bepaling gebruikt de omschrijving "een besluit ... op het stuk van de belangen die eigen zijn aan de magistraten in hun geheel of aan een categorie van magistraten". Deze bepaling is zeer vaag want er kan een onderscheid worden gemaakt tussen het belang dat de magistraten hebben bij het aannemen van een wet, bij het uit-

.../...

---

(1) Vergelijk met de opmerking die de Raad van State betreffende een soortgelijke kwestie gemaakt heeft, in zijn advies bij het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten (Omnilegie 1955, blz. 284).

vaardigen van een koninklijk of ministerieel besluit of bij het opstellen van een omzendbrief, meer bepaald naargelang dit belang min of meer rechtstreeks is. Er moet worden bepaald welke belangen de stellers van het ontwerp precies op het oog hebben. Tijdens het onderzoek van dit ontwerp door de Raad van State, had de gemachtigde van de Minister eerst schriftelijk geantwoord dat de hierboven aangehaalde omschrijving "inderdaad doelt op alle belangen die eigen zijn aan de magistratuur in haar geheel, inzonderheid op de regels inzake rechtspleging en rechterlijke organisatie". In een rechtzetting heeft hij naderhand laten weten dat de regels inzake rechtspleging niet bedoeld waren.

Welke de onderwerpen kunnen zijn van de ontwerpen die de Regering voor advies aan de Commissie wil voorleggen, kan men proberen uit te maken aan de hand van het Gerechtelijk Wetboek. Men mag geredelijk veronderstellen dat het hier gaat om de ontwerpen die een regeling bedoelen te treffen voor aangelegenheden waarop boek I van het tweede deel van dit Wetboek betrekking heeft en die verband houden met de "organen van de rechterlijke macht", met uitzondering van het statuut van de griffiers, van het griffiepersoneel en van het personeel van de parketten. Men mag aannemen dat het a fortiori gaat om ontwerpen die een regeling bedoelen in te stellen voor de aangelegenheden waarop boek II van hetzelfde deel van dit Wetboek betrekking heeft, welk boek handelt over de "gerechtelijke ambten" ("Titel I. Voorwaarden voor het uitoefenen van gerechtelijke ambten" ; "Titel II. Uitoefening van gerechtelijke ambten" ; "Titel III. Wedden, lonen en werkingskosten" ; "Titel IV. Inruststelling, pensionering en emeritaat" ; "Titel V. Tucht").

.../...

Om de ontwerpen die hij voor advies aan de Commissie voorgelegd wenst te zien naar hun onderwerp te omschrijven,zou de wetgever bijvoorbeeld geheel of ten dele kunnen werken met verwijzingen naar onderverdelingen van het Gerechtelijk Wetboek.

Welke methode ook gevolgd wordt, het is des te meer vereist de adviesbevoegdheid van de Commissie nauwkeurig af te bakenen, omdat het ontwerp de raadpleging van de Commissie in het beoogde geval verplicht wil stellen. Wat de wetten betreft is aan die verplichting geen juridische sanctie verbonden. Maar voor de koninklijke besluiten, de ministeriële besluiten en andere administratieve handelingen van de overheid, zal de raadpleging van de Commissie een substantieel vormvereiste zijn waarvan de naleving mede bepalend zal zijn voor hun geldigheid.

+

Luidens de laatste volzin van het ontworpen artikel 427bis, kan de Commissie, benevens haar adviserende taak, "hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek, voorstellen doen voor de verbetering van de rechterlijke organisatie en de werking van het gerecht".

Bij die tekst zijn twee opmerkingen te maken.

De gemachtigde van de Minister heeft verklaard dat van alle Ministers, alleen de Minister van Justitie kan verzoeken om een voorstel tot verbetering van de werking van de openbare dienst van het gerecht. Deze precisering zou in de tekst van het artikel moeten voorkomen.

../...

Anderzijds zouden de in de Franse tekst gebruikte woorden "l'amélioration de l'organisation judiciaire" interpretatiemoeilijkheden kunnen meebrengen. De Nederlandse tekst van het artikel, waarin staat : "... voor de verbetering van de rechterlijke organisatie en de werking van het gerecht", is duidelijker, maar de bewoordingen ervan zijn toch te algemeen.

De gemachtigde van de Minister stelt voor de Franse tekst van het artikel als volgt te wijzigen : "... concernant l'amélioration de l'organisation judiciaire et le fonctionnement de la justice", en merkt daarbij op dat "deze kwesties en materies hierdoor in de ruimste zin worden aangeduid".

Deze tekstwijziging lijkt evenwel ontoereikend om de aan de Commissie toegekende bevoegdheid om voorstellen te doen, nauwkeurig af te bakenen.

Rekening houdend met de verschillende hierboven gemaakte opmerkingen, zou de tekst van het ontworpen artikel 427bis in zijn geheel moeten worden herzien.

Artikel 427ter.

Er is geen bezwaar om aan de Commissie rechtspersoonlijkheid te verlenen (1), maar men ziet niet in waarom er wordt aan toegevoegd dat zij vrijwillige bijdragen.

.../...

---

(1) De wetgever heeft rechtspersoonlijkheid verleend aan de Nationale Arbeidsraad (artikel 1 van de wet van 29 mei 1952 tot inrichting van de Nationale Arbeidsraad), alsook aan de Hoge Raad voor de Middenstand (artikel 13, § 5, van de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979), ofschoon deze instellingen uitsluitend tot taak hebben adviezen te verstrekken en voorstellen te doen.

giften en legaten mag ontvangen. Juridisch gezien is de vrijwillige bijdrage niets anders dan een gift, ook al wordt die eventueel herhaald en volgens de beginselen van gemeen recht is er niets op tegen dat een rechtspersoon giften onder de levenden of terzake des doods ontvangt. De laatste volzin van het artikel zou moeten vervallen. De precisering die erin besloten ligt zou in de memorie van toelichting kunnen worden gegeven.

De Regering zal er hoe dan ook op moeten toezien dat aan de Commissie de materiële middelen worden verstrekt die haar in staat stellen haar taak te vervullen.

Artikel 427quater.

Luidens deze bepaling zijn de organen van de Commissie de algemene vergadering en het bureau.

De algemene vergadering bestaat uit tweeëntachtig werkende beroepsmagistraten (en niet eenentachtig, zoals in het ontworpen artikel verkeerdelijk staat geschreven).

De gemachtigde van de Minister verduidelijkt dat "de in artikel 383, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde magistraten (de in ruste gestelde magistraten die gemachtigd zijn om het ambt van plaatsvervangend magistraat uit te oefenen tot de leeftijd van zeventig jaar) en de in artikel 383bis van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde magistraten (de in ruste gestelde magistraten die gedurende ten hoogste een jaar zitting blijven nemen in zaken waarin nog geen beslissing was gevallen op het ogenblik van de inruststelling) niet kunnen worden verkozen voor de vergadering of voor het

.../...

bureau, aangezien zij geen deel meer uitmaken van de algemene vergaderingen van de rechtscolleges en er geen stemrecht meer hebben".

Hieruit volgt dat de in ruste gestelde magistraten, met inbegrip van die welke in de voornoemde artikelen worden bedoeld, zich geen kandidaat kunnen stellen en niet aan de stemming voor de samenstelling van de algemene vergadering van de Commissie kunnen deelnemen, maar dat de Commissie niettemin advies zal kunnen verstrekken omtrent ieder voorstel dat die magistraten aangaat. Hierdoor zou nog sterker tot uiting komen dat de Commissie niet ten volle representatief is.

Er is bepaald dat de leden van de Commissie bij geheime stemming verkozen worden voor een termijn van twee jaar; volgens de gemachtigde van de Minister is dat mandaat vernieuwbaar. Het ontwerp zegt niets over de wijze waarop de stemverrichtingen zullen verlopen. Het zou op zijn minst de essentiële beginselen moeten vastleggen die aan de verkiezingsregeling ten grondslag zullen liggen en het zou voor het overige de Koning ertoe moeten machtigen de vereiste uitvoeringsmaatregelen te nemen.

Onder voorbehoud van de bovenstaande opmerkingen zou de eerste paragraaf van artikel 427quater, dat ingedeeld zou zijn in vijf paragrafen, beter als volgt kunnen worden geredigeerd :

"§ 1. De algemene vergadering van de Commissie bestaat uit tweeëntachtig werkende beroepsmagistraten die behoren tot de rechterlijke orde en bij geheime stemming verkozen worden voor een termijn van twee jaar, ingaand op 1 september na de verkiezing.

Zij verkiest een bureau uit haar leden".

Het tweede lid (dat paragraaf 2 van het artikel zou worden) somt de verschillende categorieën van magistraten op die in de Commissie vertegenwoordigd zullen zijn, met opgave van hun respectief aantal vertegenwoordigers.

De gemachtigde van de Minister heeft gepreciseerd dat het Hof van cassatie als een gezamenlijk korps (zittende magistratuur en parket) stemt ; het Hof kan worden vertegenwoordigd door een raadsheer en een advocaat-generaal, of door twee raadsheren, of ook nog door twee advocaten-generaal. Gelet op die uitleg blijft de tekst betreffende het Hof van cassatie ongewijzigd.

Wat de hoven van beroep en de arbeidshoven betreft, schrijft de gemachtigde van de Minister dat het verkieslijk lijkt te bepalen dat er vijf raadsheren van het Hof van beroep en vijf leden van het parket-generaal zijn, in plaats van tien magistraten van de hoven van beroep of van de parketten bij deze hoven, zoals in de tekst staat; een wijziging in dezelfde zin wordt voorgesteld voor de vertegenwoordigers van de arbeidshoven en van het auditoraat-generaal bij deze hoven.

Bij het Militair Gerechtshof stemt de Eerste Voorzitter, als enige beroepsmagistraat in het Hof, samen met het auditoraat-generaal voor de aanwijzing van een vertegenwoordiger ; zo blijkt althans uit de uitleg van de gemachtigde van de Minister.

Wat de rechtbanken van eerste aanleg betreft, merkt de gemachtigde van de Minister op dat het nieuw gerechtelijk arrondissement Eupen vertegenwoordigd moet zijn, waardoor het aantal vertegenwoordigers van de magistraten in eerste aanleg op tweeëndertig (in plaats van eenendertig) komt te liggen.

Voor de arbeidsrechtbanken en de rechtbanken van koophandel stelt de gemachtigde van de Minister voor dat er zou worden geschreven : "door de vergadering van de werkende beroepsrechters in de arbeidsrechtbank" in plaats van "door de rechtbanken", en "door de vergadering van werkende beroepsrechters in de rechtsbank van koophandel" in plaats van "door hun gelijken".

De tekst bepaalt dat de vrederechters en de politierechters worden vertegenwoordigd door "10 leden, verkozen door ...". Op grond van die tekst, zoals hij nu is gesteld, zouden de vrederechters en de politierechters rechters van andere categorieën kunnen verkiezen. Verderop in de tekst wordt nochtans gepreciseerd dat in het bureau één vrederechter en één politierechter zitting hebben. De gemachtigde van de Minister zegt dat de woorden "10 leden, verkozen door" (de vrederechters en de politierechters) zouden kunnen worden vervangen door "10 vrederechters of politierechters, verkozen door de vrederechters en de politierechters". Bovendien lijkt de in de tekst niet uitgesproken bedoeling van de stellers van het ontwerp te zijn dat die vrederechters en politierechters ten getale van twee in ieder rechtsgebied van de hoven van beroep zouden worden verkozen door de vrederechters en de politierechters samen, nu sommige vrederechters ook politierechter zijn.

De reeds gemaakte opmerking betreffende de organisatie van de verkiezingen geldt heel in het bijzonder voor de vrederechters en de politierechters. De raadsheren in de hoven en de rechters in de rechtbanken kunnen immers met het oog op de verkiezing in algemene vergadering bijeenkomen ; de vrederechters en de politierechters hebben die mogelijkheid niet.

+

Volgens een voorstel van de gemachtigde van de Minister zou voor de verkiezing van de voorzitter en de ondervoorzitters een evenwicht tussen de taalgroepen in acht moeten worden genomen waarbij men zich zou kunnen laten leiden door artikel 505 van het Gerechtelijk Wetboek (1).

Onder voorbehoud van deze opmerkingen, zou paragraaf 2 van het artikel als volgt kunnen worden geredigeerd :

"§ 2. De algemene vergadering is samengesteld uit :

- twee magistraten, verkozen ... (zoals in het ontwerp);
- vijf raadsheren in het Hof van beroep en vijf leden van het parket-generaal, verkozen door het hof en het parket in ieder rechtsgebied;
- vijf raadsheren in het arbeidshof en vijf leden van het auditoraat-generaal, verkozen door het hof en het auditoraat-generaal in ieder rechtsgebied;
- drie magistraten van de militaire gerechten van wie één verkozen ... (voorts zoals in het ontwerp);
- tweeëndertig magistraten van de rechtbanken van eerste aanleg of van de parketten bij deze rechtbanken ... (voorts zoals in het ontwerp);
- tien magistraten van de arbeidsrechtbanken of de arbeidsauditoraten, twee per rechtsgebied van het arbeidshof, in ieder rechtsgebied verkozen door de vergaderingen van de werkende beroepsrechters in de arbeidsrechtbank en de auditoraten gezamenlijk;
- vijf magistraten in de rechtbanken van koophandel, in ieder rechtsgebied van de hoven van beroep verkozen door de vergaderingen van de werkende beroepsrechters in de rechtbank van koophandel;
- tien vrederechters of politierechters, (naar rata van twee in ieder rechtsgebied van de hoven van beroep) verkozen door de vrederechters en de politierechters gezamenlijk.

.../...

(1) Zie verder hieronder.

De algemene vergadering verkiest voor dezelfde ambtstermijn onder de werkende leden de voorzitter en drie ondervoorzitters van de Commissie met inachtneming van een billijk evenwicht tussen de magistraten van de onderscheiden taalgroepen".

+

Het derde lid van het artikel (dat paragraaf 3 wordt) betreft de samenstelling van het bureau, waarvan de leden worden verkozen door de algemene vergadering.

Uit dit lid blijkt dat de voorzitter en de drie ondervoorzitters van de Commissie behoren tot de zeventien leden die worden verkozen om het bureau samen te stellen. Aangezien het bureau echter maar één magistraat van het Hof van cassatie telt, volgt hieruit dat de twee magistraten die dat rechtscollege in de Commissie vertegenwoordigen geen voorzitter en ondervoorzitter, noch beiden ondervoorzitter van de Commissie zouden kunnen zijn. In dat geval zou het bureau immers niet regelmatig zijn samengesteld, want het zou dan twee magistraten van het Hof van cassatie tellen in plaats van één.

De gemachtigde van de Minister schrijft hieromtrent dat "de twee magistraten van het Hof van cassatie niet zouden kunnen worden verkozen in functies waardoor zij met twee in het bureau zouden kunnen zitten".

+

De tekst zegt niet voor hoe lang de leden van het bureau als zodanig aangewezen worden. Volgens de gemachtigde van de Minister worden de voorzitter, de ondervoorzitters en de leden van het bureau voor twee jaar verkozen.

+

Het ontworpen artikel treft geen regeling met betrekking tot de taalgroep waartoe de leden van het bureau behoren. De gemachtigde van de Minister stelt voor om, net zoals voor de Nationale Orde van Advocaten is gedaan (1), te bepalen dat "tussen de magistraten van beide taalgroepen een billijk evenwicht in acht wordt genomen".

Deze regel zou inderdaad heel goed te hanteren zijn om de samenstelling van het bureau in taalopzicht te regelen.

Rekening houdend met de voorstellen van de gemachtigde van de Minister, zou men de tekst van paragraaf 3 als volgt kunnen redigeren :

"§ 3. Het bureau bestaat uit zeventien leden ...; in het bureau hebben zitting :

- een magistraat van het Hof van cassatie of van het parket bij dit Hof;
- twee magistraten van de hoven van beroep of van de parketten bij die hoven;

.../...

---

(1) Artikel 505 van het Gerechtelijk Wetboek luidt als volgt : "De algemene raad kiest buiten zijn leden : 1° een deken ; 2° een vice-deken ; 3° twee secretarissen.
...
Tussen de titularissen van beide taalgroepen wordt een billijk evenwicht in acht genomen".

- twee magistraten van de arbeidshoven of van de auditoraten-generaal bij die hoven;
- een magistraat van een militair gerecht;
- zes magistraten van de rechtbanken van eerste aanleg of van de parketten bij die rechtbanken;
- twee magistraten van de arbeidsrechtbanken of de arbeids-auditoraten;
- een magistraat van een rechtbank van koophandel;
- twee vrederechters of politierechters.

Tussen de leden van de taalgroepen moet een billijk evenwicht in acht worden genomen".

+

Het laatste lid van het ontworpen artikel (dat paragraaf 4 wordt) betreft de aanwijzing van plaatsvervangers voor de leden van de Commissie en het bureau.

De gemachtigde van de Minister schrijft dat de plaatsvervangende leden door de algemene vergadering worden verkozen.

Het is normaal dat de algemene vergadering tegelijk de werkende en de plaatsvervangende leden van het bureau verkiest, maar het valt moeilijker te begrijpen dat de leden van de algemene vergadering zelf hun plaatsvervangers aanwijzen. Het verdient aanbeveling dat de plaatsvervangende leden van de Commissie op dezelfde wijze als de werkende leden zouden worden verkozen, zoals dat bij alle verkiezingen het geval is.

De gemachtigde van de Minister zegt voorts dat "de plaatsvervangende leden in het bureau de ambtstermijn afmaken van de werkende leden die overleden zijn of ontslag hebben genomen, en dat zij de werkende leden bij gelegenheid vervangen wanneer die verhinderd zijn". Het zou nuttig zijn deze verduidelijkingen op te nemen in de memorie van toelichting.

Het spreekt vanzelf dat de rol van de plaatsvervangende leden in de algemene vergadering van de Commissie dezelfde is als die welke zij in het bureau vervullen.

De gemachtigde van de Minister preciseert ook dat "de ambtstermijn van de plaatsvervangers even lang loopt als die van de werkende leden".

Aan de hand van de uitleg van de gemachtigde van de Minister, zou de tekst als volgt kunnen worden geredigeerd :

"§ 4. Er worden plaatsvervangende leden voor het bureau verkozen voor dezelfde termijn als de werkende leden".

+

Het laatste lid van het ontworpen artikel 427quater voorziet niet alleen in de aanwijzing van de plaatsvervangende leden, maar bepaalt ook dat de samenstelling van de algemene vergadering en van het bureau bij koninklijk besluit kan worden gewijzigd. Volgens de gemachtigde van de Minister zou de wijziging betrekking kunnen hebben op de verdeling alsook op het totaal aantal leden van de Commissie en van het bureau.

De Minister van Justitie is niet verplicht gevolg te geven aan een desbetreffend voorstel van de Commissie en evenmin moet hij het, als hij erop ingaat, geheel opvolgen. Indien het ontworpen koninklijk besluit aanzienlijk verschilt van het voorstel, zou het voor advies aan de Commissie moeten worden voorgelegd. Indien het ontworpen koninklijk besluit daarentegen het voorstel overneemt, zou de Commissie niet meer moeten worden geraadpleegd.

De tekst zou als volgt kunnen worden gesteld :

"§ 5. De samenstelling van de algemene vergadering en van het bureau kan, na advies van de Commissie, bij koninklijk besluit worden gewijzigd".

Artikel 427quinquies.

De gemachtigde van de Minister is het ermee eens, dat het artikel als volgt zou worden geredigeerd :

"De algemene vergadering komt ten minste eenmaal, het bureau tenminste tweemaal per jaar bijeen. De algemene vergadering en het bureau worden bijeengeroepen en voorgezeten door de voorzitter. De algemene vergadering moet worden bijeengeroepen indien ten minste twintig leden, het bureau indien ten minste vijf leden er schriftelijk om verzoeken.

De vergadering moet eveneens worden bijeengeroepen als het bureau daartoe besluit".

.../...

Artikel 427sexies.

Het verdient aanbeveling om tussen het eerste en het tweede lid van het ontwerp een als volgt luidend lid in te voegen :

"De voorzitter vertegenwoordigt de Commissie in rechte als eiser en als verweerder".

Het tweede lid van de ontworpen tekst (dat het derde lid wordt) zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"De algemene vergadering verkiest onder haar leden en op voorstel van het bureau een secretaris-penningmeester die zijn ambt onbezoldigd uitoefent. Zij ziet jaarlijks de rekeningen na".

Artikel 427septies.

Zoals het artikel geredigeerd is, voegt het niets toe aan artikel 67 van de Grondwet. Het ontworpen artikel moet vervallen.

Voor de toepassing van de wet moet de Koning er evenwel mee belast worden bepaalde regels vast te stellen, inzonderheid de regels betreffende de organisatie en het verloop van de verkiezing van de Commissieleden. Het ontwerp zou moeten worden aangevuld met bepalingen die de Koning die opdracht geven.

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
J.-J. STRYCKMANS, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

J. DE GAVRE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. H. ROUSSEAU.